



Extractive Industries  
Transparency Initiative

# Les arguments en faveur de la transparence des entreprises d'État

Les entreprises d'État détiennent et gèrent souvent des éléments clés de la chaîne de valeur dans les industries minières, pétrolières et gazières en tant que prospecteurs, producteurs, prestataires de services logistiques, raffineurs, vendeurs et partenaires du secteur privé.

La corporatisation croissante des activités des entreprises d'État donne à la transparence des divulgations financières une dimension centrale dans leur capacité à lever des fonds, à créer de nouveaux partenariats et à améliorer leur redevabilité à l'égard des principaux actionnaires gouvernementaux et des citoyens en tant que bénéficiaires ultimes de leurs activités. Les normes et directives mondiales afférentes aux divulgations des entreprises d'État et à leur gouvernance, telles que la Norme ITIE, peuvent les aider à élaborer de bonnes pratiques en matière de transparence, de gestion financière et de gouvernance<sup>1</sup>.

Environ

60

entreprises  
d'État  
participent au  
rapportage ITIE

## La transparence peut :



AMÉLIORER  
L'ACCÈS AUX  
FINANCEMENTS



AMÉLIORER  
L'EFFICACITÉ DES  
MARCHÉS



PROMOUVOIR  
LES PARTENARIATS  
PUBLIC-PRIVÉ



FACILITER LES  
AFFAIRES



ÉCLAIRER LA  
COMPARAISON DES  
PERFORMANCES



APPUYER LA PRISE  
DE DÉCISION DANS  
LA TRANSITION  
ÉNERGÉTIQUE



FAIRE LA LUMIÈRE  
SUR LE COMMERCE  
DES MATIÈRES  
PREMIÈRES



RENFORCER LA  
RÉPUTATION ET LA  
CONFIANCE

<sup>1</sup> ITIE (septembre 2018), «Upstream Oil, Gas and Mining SOE Governance Challenges », [eiti.org/document/upstream-oil-gas-mining-soe-governance-challenges](https://eiti.org/document/upstream-oil-gas-mining-soe-governance-challenges).

# Avantages de la transparence des entreprises d'État

Les entreprises d'État intègrent de plus en plus des réformes à la transparence dans la planification de leurs activités. La transparence dans la gestion financière et les relations financières avec l'État peut offrir des avantages importants aux entreprises d'État.



## ACCÈS AUX FINANCEMENTS

La transparence des relations et de la gestion financières des entreprises d'État peut faciliter l'accès aux financements, pour les entreprises d'État comme pour leurs actionnaires étatiques. Les agences de notation examinent de plus en plus les données ITIE relatives aux relations financières des entreprises d'État.<sup>2</sup>

Selon Jules Tilly, de la London School of Economics, « dans l'ère post-2008, la relation entre la transparence fiscale et les perceptions des investisseurs s'est considérablement renforcée ». Les recherches de J. Tilly ont établi une corrélation entre la transparence fiscale et les swaps sur défaut de crédit à cinq ans dans 36 pays.<sup>3</sup>

Les investisseurs qui suivent les indicateurs environnementaux, sociaux et de gouvernance s'appuient souvent sur les initiatives publiant des rapports de développement durable – dont certaines se réfèrent à l'ITIE (par exemple, la Global Reporting Initiative). En adhérant aux Exigences ITIE dans leurs divulgations publiques, les entreprises d'État améliorent leur capacité à obtenir des financements par emprunt ou par souscription d'actions sur les marchés publics et à attirer des investisseurs et des partenaires stratégiques.



## AMÉLIORATION DE L'EFFICACITÉ DES MARCHÉS OUVERTS

La transparence de la gestion financière des entreprises d'État est essentielle à la création d'un environnement de commerce et d'investissement ouvert qui, à terme, favorise la croissance économique. De nombreux gouvernements renforcent la surveillance des entreprises d'État étrangères exerçant des activités sur leur territoire, afin d'en évaluer l'impact sur le paysage concurrentiel.

La transparence des opérations et de la gestion financière des entreprises d'État, tant sur les marchés nationaux qu'internationaux, permet de clarifier l'orientation commerciale, les subventions fournies ou reçues, les relations financières avec le gouvernement national et les politiques commerciales et d'investissement des entreprises d'État.

# 25+

*entreprises d'État sont représentées dans les groupes multipartites de l'ITIE*

2 ITIE (août 2015), « Quantifying intangibles », [eiti.org/document/eiti-brief-quantifying-intangibles-and-pri](https://eiti.org/document/eiti-brief-quantifying-intangibles-and-pri), « Using the Extractive Industries Transparency Initiative (EITI) to enhance credit ratings assessments », [unpri.org/fixed-income/using-the-extractive-industries-transparency-initiative-eiti-to-enhance-credit-ratings-assessments](https://unpri.org/fixed-income/using-the-extractive-industries-transparency-initiative-eiti-to-enhance-credit-ratings-assessments).

3 Jules Tilly (août 2013), « Fiscal Transparency and Sustainability of Public Debts in Times of Crisis: How to Strengthen Investor Confidence? », [psj.lse.ac.uk/articles/8/galley/8/download/](https://psj.lse.ac.uk/articles/8/galley/8/download/).



## RENFORCEMENT DES POSSIBILITÉS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ

Sur un échantillon de 30 pays, les entreprises pétrolières d'État ont dépensé ou conservé 78 % des quelque 1600 milliards de dollars des revenus totaux qu'elles ont générés en 2016, ce qui représente une somme importante qui n'a pas été transférée aux trésors nationaux.<sup>4</sup> Ces chiffres soulignent la nécessité d'une gestion transparente des revenus des entreprises d'État. La clarté dans la gestion financière des entreprises d'État et dans leurs relations financières avec le gouvernement permet aux investisseurs de mener les vérifications d'usage sur les entreprises d'État envisagées comme partenaires et contribue à renforcer la solvabilité et la crédibilité des entreprises d'État en tant qu'homologues commerciaux.

# 23

*pays divulguent  
intégralement  
les transactions  
effectuées  
par ou vers  
les entreprises  
d'État.*



## AMÉLIORATION DE LA FACILITÉ DE FAIRE DES AFFAIRES AVEC LES ENTREPRISES D'ÉTAT POUR LES PARTENAIRES, LES VENDEURS ET LES FOURNISSEURS

Lorsqu'elles s'engagent dans des opérations commerciales ou des joint ventures, les entreprises pétrolières et minières internationales recherchent souvent des partenaires de bonne réputation, capables de démontrer leur engagement en faveur de la transparence et de la redevabilité. Selon les directives internes d'Eni, « les partenaires des joint ventures doivent être exclusivement des organismes connus, fiables et jouissant d'une excellente réputation en termes d'honnêteté et d'intégrité<sup>5</sup> ».

Le groupe Total veille à « choisir des partenaires compétents et d'excellente réputation<sup>6</sup> ». La transparence des entreprises d'État en matière de gestion financière et de gouvernance d'entreprise donne de la confiance aux partenaires, aux vendeurs et aux fournisseurs dans la cohérence des processus internes des entreprises d'État et dans leur solvabilité globale.

L'ITIE offre une plate-forme multipartite permettant à un large éventail de parties prenantes de débattre de questions relatives à la gestion financière des entreprises d'État, tant sur le plan de la réglementation que sur celui des pratiques. Ce processus peut aider les dirigeants des entreprises d'État à déceler les éventuels obstacles aux relations d'affaires et à les surmonter. En moyenne, les pays mettant en œuvre l'ITIE ont vu s'améliorer leur classement sur l'indice de la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale, tandis que le classement moyen des pays non-membres de l'ITIE a baissé<sup>7</sup>.

4 Institut de gouvernance des ressources naturelles (NRGI), juin 2019, « Big Sellers: Exploring the Scale and Risk of National Oil Company Sales », [resourcegovernance.org/analysis-tools/publications/big-sellers-exploring-scale-and-risk-national-oil-company-sales](https://resourcegovernance.org/analysis-tools/publications/big-sellers-exploring-scale-and-risk-national-oil-company-sales).

5 Eni, Management System Guideline Lutte contre la Corruption, [eni.com/fr\\_CH/attachments/pdf/MSG\\_Lutte\\_contre\\_la\\_corruption.pdf](https://eni.com/fr_CH/attachments/pdf/MSG_Lutte_contre_la_corruption.pdf).

6 Total, Guide pratique de l'intégrité, [total.com/sites/g/files/nytnzq11/files/atoms/files/total\\_guide\\_integrite\\_fr.pdf](https://total.com/sites/g/files/nytnzq11/files/atoms/files/total_guide_integrite_fr.pdf).

7 Plan de travail 2020 de l'ITIE, p. 45, 46 et 53.



## COMPARAISON DES PERFORMANCES ENTRE PAYS

La divulgation ouverte et systématique des données sur les entreprises d'État peut servir de référence pour évaluer la performance par rapport à d'autres pays. Par exemple, la base de données du NRGI sur les compagnies pétrolières nationales<sup>8</sup> compile des informations sur la production, les revenus et la performance de 71 entreprises pétrolières nationales et constitue un outil puissant pour l'analyse comparative des principaux paramètres financiers à travers les compagnies pétrolières et gazières comparables.

Le réseau mondial de l'ITIE pour la transparence des entreprises d'État offre une plate-forme permettant aux entreprises d'État de bénéficier de l'apprentissage par les pairs, d'échanger des idées et d'élaborer de nouvelles bonnes pratiques mondiales en matière de transparence et de gouvernance des entreprises d'État.



## PRÉPARATION À LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Dans certains pays, les entreprises d'État représentent plus de la moitié des revenus de l'État. Avec la montée en puissance des énergies renouvelables, les entreprises d'État doivent impérativement participer à la discussion pour pouvoir adapter leurs activités en conséquence. Les entreprises d'État ont la possibilité de dialoguer avec les compagnies pétrolières internationales (CPI) et d'autres partenaires concernant les mécanismes pouvant être mis en place pour atténuer l'impact de la transition énergétique sur leurs revenus.



## TRANSPARENCE ACCRUE CONCERNANT LES VENTES ET LES FOURNISSEURS DE MATIÈRES PREMIÈRES

Certains ont l'impression qu'il existe dans les entreprises d'État une asymétrie des informations en faveur des négociants en matières premières. La divulgation systématique des volumes de pétrole et de gaz vendus et du montant des revenus perçus en échange pourra aider les entreprises d'État à déterminer si elles perçoivent bien la juste valeur. De telles informations renforceront la confiance générale dans la gestion des revenus du secteur extractif, tout en atténuant les attentes de la population.

*« Devenir une entreprise soutenant l'ITIE correspond à la vision d'entreprise de la NNPC et à ses principes de transparence, de redevabilité et d'excellence en matière de performance ».*

**MELE KOLO  
KYARI,  
DIRECTEUR  
GÉNÉRAL  
DU GROUPE  
NIGERIAN  
NATIONAL  
PETROLEUM  
CORPORATION**

8 NRGI, National Oil Company Database, [nationaloilcompanydata.org](http://nationaloilcompanydata.org).



## RENFORCEMENT DU RÔLE DES ENTREPRISES D'ÉTAT EN TANT QUE CHAMPIONNES NATIONALES ET INSTAURATION DE LA CONFIANCE DU PUBLIC

En tant que gardiennes des biens publics, les entreprises d'État devront être les championnes de l'intégrité et de la transparence. Bien que la confidentialité commerciale et la protection des renseignements personnels doivent encore être respectées dans certains cas, l'ouverture est essentielle à l'établissement de la confiance.

La publication de rapports clairs sur les transactions internes avec les filiales et les entreprises affiliées permet au conseil d'administration d'une entreprise d'État de mieux surveiller et contrôler les transactions à haut risque. La transparence financière contribue à clarifier les rôles et les responsabilités des entreprises d'État, y compris les conflits potentiels dans les mandats. La transparence renforce également la redevabilité à l'égard du grand public, étant donné que les entreprises d'État assument le double rôle d'entreprises commerciales et de gestionnaires de fonctions quasi gouvernementales.

Le public attend souvent beaucoup des entreprises d'État en ce qui concerne leur contribution économique au pays sur le plan des revenus et de l'emploi. De même, il y a souvent une méconnaissance des contraintes auxquelles les entreprises d'État sont confrontées dans l'exercice de leur double fonction commerciale et étatique. Ces difficultés, qui ne sont généralement pas le signe d'un manque de performance de la part des entreprises d'État, peuvent être perçues comme telles lorsqu'elles sont mal comprises par les acteurs étatiques et le public. La plate-forme multipartite et les exigences de divulgation de l'ITIE peuvent étayer les consultations, les débats et les efforts de communication concernant la contribution économique des entreprises d'État et les obstacles à une amélioration de la performance.

### À propos de l'ITIE

Notre mission est de promouvoir la compréhension de la gestion des ressources naturelles, de renforcer la gouvernance publique et d'entreprise et de fournir les données permettant d'améliorer la transparence et la redevabilité dans le secteur extractif.

En devenant membres de l'ITIE, plus de 50 pays se sont engagés à divulguer des informations tout au long de la chaîne de valeur du secteur extractif, qu'il s'agisse des modalités d'octroi des droits d'extraction, de la manière dont les revenus parviennent aux administrations publiques ou de la façon dont le public en bénéficie.

Grâce à leur participation à l'ITIE, les pays conviennent d'un ensemble commun de règles régissant la nature de ce qui doit être divulgué et le moment de le faire, à savoir la Norme ITIE. Dans chaque pays qui a rejoint l'ITIE, un groupe multipartite réunissant le gouvernement, les entreprises et la société civile soutient la mise en œuvre de la Norme ITIE.

Pour plus  
d'informations,  
consulter  
[eiti.org/soe](https://eiti.org/soe)

